

«Au Prud'hommes, on entend un cri résonner» **swissinfo**

Les litiges du droit du travail ont leur tribunal, les Prud'hommes. C'est aussi le titre du dernier film du Suisse Stéphane Goël, un documentaire en immersion, mais aucunement plombé, présenté à Locarno dans la compétition des cinéastes du présent. Interview.

Licenciements abusifs et salaires impayés, insultes et irrespect, pression au rendement, excuses bidons et incompréhension, frustrations, écarts de conduite: bienvenus dans le monde du travail! Du moins dans sa dimension problématique, qui conduit ses protagonistes à se retrouver devant les Prud'hommes, tribunal qui traite des «petits» litiges liés au droit qui encadre le labeur de tout un chacun. C'est au tribunal de Montbenon, à Lausanne, que nous entraîne Stéphane Goël. Là, en dehors des heures ouvrables de la justice courante, dans l'obscurité du soir, des magistrats de milice usent de la médiation pour inciter employeurs et employés à trouver un terrain d'entente, hors de tout jugement judiciaire, dans un premier temps au moins. Une galerie contrastée de portraits et toute une comédie humaine apparaissent au fil des 85' minutes d'un film gorgé de pleurs et de cocasserie, de la théâtralité des magistrats et des incongruités humaines. Le film rappelle, dans la production suisse récente, le «Mais im Bundeshuus» de Jean-Stéphane Bron, qui passait les portes du Palais fédéral. S'il n'en a pas l'épaisseur, «Prud'hommes» n'en est pas moins une expérience à la fois pédagogique et émouvante, presque pétillante.

swissinfo.ch: Vous abordez une thématique lourde, mais en même temps, les spectateurs ont beaucoup rit lors de la première à Locarno. Avez-vous réussi une sorte d'équilibre parfait?

Stéphane Goël: ... il est difficile de le savoir. C'est vrai qu'au montage, on se soucie d'obtenir un bon mélange entre les scènes. Quand on fait un film sur la justice, on construit un récit à partir de multiples récits. Chaque audience, chaque personnage porte un récit. Certaines histoires sont plus dramatiques, d'autres presque absurdes ou kafkaïennes dans les tribunaux. Notamment dans le tribunal de Prud'hommes, où la procédure

est gratuite, facilitée, facile d'accès. D'ailleurs, certains vont y attaquer leur employeur pour des broutilles. J'ai vu des audiences qui se règlent à coup de cent ou deux cents francs. On atteint peut-être là une limite du fonctionnement de cette procédure, même si cet espace doit exister.

swissinfo.ch: Que dévoile votre film du monde du travail aujourd'hui?

S.G.: Nous avons passé presque une année dans ces salles d'audience. Ce qu'on a essayé de montrer dans le film, en sélectionnant les histoires, c'est le désarroi. La souffrance ou le mal-être au travail aujourd'hui sont réels, ils concernent beaucoup de gens. Cette souffrance s'exprime au tribunal et ailleurs de manière individuelle. Les gens ont l'impression d'être seuls. Ils ont de la peine à trouver d'autre relai que l'expression solitaire. Ce qui m'a frappé, c'est la demande de reconnaissance. La reconnaissance d'une certaine dignité. Beaucoup des affaires qu'on a filmées auraient sans doute pu être résolues autour d'une tasse de café, avec une discussion franche et sincère entre l'employeur et l'employé. Mais les choses s'enveniment, et on se retrouve au tribunal. Aujourd'hui, les gens sont ballottés. Ils changent d'emploi, peinent à construire une carrière sur une longue durée. Il y a une perte des repères qui incite à vouloir être reconnu dans son rôle de travailleur. On entend résonner un cri dans ces cours du tribunal de Prud'hommes.

swissinfo.ch: Avez-vous décelé une régression sociale en suivant toutes ces affaires?

S.G.: Une mutation profonde, en tout cas. Il y a nettement moins de mobilisation collective aujourd'hui et une individuation de la souffrance et du conflit. Les gens ont beaucoup de peine à trouver des solidarités au sein de leurs entreprises, car tout le monde est sous pression. Je précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'un film militant. Le tribunal est un lieu de confrontation, où on entend la parole des deux parties. Je me suis rendu compte que cette pression terrible de l'économie et de la mondialisation est aussi ressentie par les patrons. Notamment par les patrons de PME, qu'on trouve beaucoup dans les tribunaux de Prud'hommes.

swissinfo.ch: Qu'est-ce qui vous a incité à aller mettre votre caméra dans un tribunal?

S.G.: Ce n'était pas d'aller mettre une caméra dans un tribunal. Les films

consacrés à la justice sont une tradition du cinéma documentaire. De grand films ont été consacrés à la justice, il suffit de penser à Depardon. Le point de départ du film était de trouver un poste d'observation sur la réalité du monde du travail. Il est très difficile aujourd'hui, pour nous autres documentaristes, de pénétrer dans le monde de l'entreprise et d'y filmer. Les filtres sont de plus en plus nombreux. Pour montrer la réalité du monde du travail, il nous fallait un poste d'observation qui nous permette en plus de recueillir la parole des employeurs et des employés. Très vite s'est donc imposée l'idée du Prud'hommes.

swissinfo.ch: A-t-il été facile d'obtenir les autorisations de filmer et quelles ont été les règles du jeu fixées?

S.G.: Je dois saluer l'ordre judiciaire vaudois, qui nous a accordé l'autorisation de filmer ces audiences. Il y a de la part de la justice, en tout cas dans le canton de Vaud, une volonté de transparence. Toutes ces audiences sont publiques, mais l'ordre judiciaire a choisi d'aller plus loin en nous donnant l'autorisation de filmer. Il faut voir qu'il était unimaginable jusqu'à peu de filmer dans un tribunal en Suisse. Les règles du jeu étaient que toutes les parties, les magistrats et toutes les personnes filmées nous accordent leur autorisation, sous forme d'une décharge à signer. Notre dispositif cinématographique devait être le plus discret possible - micros fixes, deux caméras légères et discrètes - et à tout moment, le juge pouvait nous demander de quitter la salle ou d'interrompre le tournage. Mais on nous a laissé une très grande liberté, sans chercher à nous influencer. Notre chance sur ce film a été d'avoir pu disposer des moyens nécessaires pour avoir le temps et passer presque une année à filmer ces affaires, à voir et revoir les personnes. Du moment où les personnes se font licencier jusqu'à la fin de la procédure, cela peut prendre plusieurs mois. On avait ce temps-là à disposition.

swissinfo.ch: Introduire des micros et des caméras dans une salle d'audience n'influe-t-il pas fatalement sur le comportement des parties et des magistrats?

S.G.: C'était le souci majeur exprimé par l'ordre des avocats. Comme équipe de cinéma, il ne faut jamais cacher sa présence, il faut l'affirmer, établir un lien avec les personnes qu'on filme. Il faut que les gens soient tout à fait conscients de ce qu'on est en train de faire. C'est mon ressenti, mais beaucoup de gens, dont des magistrats qui ont vu le film, me l'ont confirmé: leur manière de se comporter n'a pas du tout changé. Une

audience judiciaire, c'est des moments très intenses. Les choses vont très vite, il y a beaucoup d'émotion, de la confrontation, du désarroi. Très vite, les gens se livrent et font abstraction de notre présence.

swissinfo.ch: Que reprenez-vous au final de cette expérience?

S.G.: Comme avec «La Forteresse», l'idée de départ était de passer du temps dans une institution. Je pensais pouvoir boucler ce tournage en deux mois. Finalement, ça nous a pris dix mois. Avec des moments de doute, avec des moments où on perd le fil. Il y a ensuite eu le montage. Au fond, je ne m'attendais pas à un exercice aussi complexe. D'un point de vue cinématographique, ce film m'a donc beaucoup appris. Il m'a aussi confirmé dans mes intuitions. Il s'agit d'une thématique forte, qui concerne tout le monde et dont il faut absolument parler maintenant. Il y a une urgence à aborder ces problèmes de souffrance au travail car le phénomène est exponentiel. Pierre-François Besson, Locarno, swissinfo.ch Le film sortira dans les salles de Suisse romande début octobre avant d'être diffusé plus tard à la télévision